

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/41616]

4 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française adaptant les motifs d'absence des enfants et de révision de la participation financière parentale aux milieux d'accueil dans le cadre de la crise du COVID-19

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, l'article 7, alinéa 1^{er}, 2^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 19 mai 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mai 2020;

Vu le test « genre » du 25 mars 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n^o 67.462/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 mai 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par la nécessité, compte tenu du déconfinement progressif annoncé par le Conseil national de sécurité le 24 avril 2020 et confirmé par ce dernier le 13 mai 2020, de clarifier le régime qui s'appliquera aux parents et aux milieux d'accueil à partir du début de la phase 2 du déconfinement afin de tenir compte de la situation des enfants dont les parents sont confrontés à des difficultés financières, sanitaires ou organisationnelles en raison de la crise du COVID-19 ne leur permettant de justifier des absences ou de réduire le montant de la participation financière exigible;

Considérant la proposition adoptée par le Conseil d'administration de l'Office de la naissance et de l'enfance (O.N.E.) en sa séance du 14 mai 2020;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le Titre IV, Chapitre III, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, est inséré un article 129/2 rédigé comme suit :

« Art. 129/2. Pendant la période du 18 mai au 31 août 2020, en raison des circonstances exceptionnelles résultant de la crise sanitaire du COVID-19, les pouvoirs organisateurs de tout milieu d'accueil adaptent le montant de la participation financière due par les parents dans les conditions fixées à l'article 129/3, le cas échéant, par dérogation aux dispositions contractuelles en vigueur. ».

Art. 2. Dans le Titre IV, Chapitre III, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, est inséré un article 129/3 rédigé comme suit :

« Art. 129/3. § 1^{er}. L'adaptation de la participation financière parentale visée à l'article 129/2 intervient à la demande des parents introduite sur la base d'un formulaire unique établi par l'ONE, lorsque ceux-ci invoquent une des justifications suivantes liées aux conséquences de la crise du COVID-19 :

- 1^o justification financière : baisse de revenus des parents d'au moins 10 % par rapport à la situation qui prévalait au moment de l'établissement du montant de la participation financière parentale ou de la dernière révision de celle-ci conformément aux dispositions contractuelles entre les parents et le pouvoir organisateur;
- 2^o justification sanitaire : absence d'un enfant en raison d'une infection au COVID-19 attestée par un médecin, d'une décision de mise en quarantaine ou d'une situation attestée par certificat médical de personne à risque de l'enfant ou d'une des personnes vivant avec lui dans le contexte de la pandémie de COVID-19;
- 3^o justification organisationnelle : absence d'un enfant en raison de difficultés pratiques objectives qui ne permettent pas aux parents d'amener l'enfant dans le milieu d'accueil ou le permettent, mais moyennant des modalités d'organisation manifestement disproportionnées. Il appartient au pouvoir organisateur d'apprécier le caractère manifestement disproportionné des modalités d'organisation, sur la base d'une circulaire établie par l'ONE.

§ 2. La durée de l'adaptation de la participation financière parentale visée à l'article 129/2 est fonction de la durée de la situation qui fonde la justification visée à l'article 129/3. Les parents sont tenus d'informer le pouvoir organisateur de la fin de la cause de justification sur la base d'un formulaire établi par l'ONE.

La participation financière parentale est revue à partir de la 1^{re} facturation qui suit la fin de la cause de justification.

§ 3. Si la participation financière des parents ou des frais d'accueil ont déjà été acquittés avant adaptation du montant, pour toute ou partie de la période visée par la demande d'adaptation, le pouvoir organisateur dispose d'un délai d'un mois à compter de l'introduction du formulaire pour rembourser les parents.

§ 4. Les parents peuvent contester la décision du pouvoir organisateur auprès de l'ONE dans les trente jours suivant la notification de la décision. ».

Art. 3. Dans le Titre IV, Chapitre III, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, est inséré un article 129/4 rédigé comme suit :

« Art. 129/4. § 1^{er}. Lorsque la participation financière parentale est réduite en application des articles 129/2 et 129/3, l'ONE verse mensuellement aux pouvoirs organisateurs qui en font la demande, une intervention correspondant à une participation financière parentale de référence de maximum 16 euros par jour et par enfant.

Le montant de l'intervention est plafonné au montant contractuellement prévu avant l'adaptation et est fixé au prorata du temps d'accueil tel qu'en vigueur au 17 mai ou lors de l'établissement du premier contrat d'accueil pour un enfant qui entre en milieu d'accueil après cette date.

L'intervention est égale au montant plafonné pour les cas de justification sanitaire ou organisationnelle et calculée en fonction de la baisse de revenus des parents pour les cas de justification financière.

Le pouvoir organisateur qui demande l'intervention la déduit du montant réclamé aux parents et procède, le cas échéant, au remboursement à due concurrence si la participation a déjà été perçue.

§ 2. La demande d'intervention est introduite à l'ONE via un formulaire en ligne établi par l'ONE.

§ 3. Le pouvoir organisateur qui demande l'intervention est tenu de répondre aux demandes d'informations de l'ONE et de fournir tout justificatif utile permettant le contrôle de l'utilisation des interventions et avances dont il a bénéficié. ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 18 mai 2020.

Art. 5. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 4 juin 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/41616]

4 JUNI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot aanpassing van de redenen ter rechtvaardiging van de afwezigheid van kinderen en tot herziening van de financiële bijdrage van de ouders in de kinderopvangmilieus in het kader van de COVID19-crisis

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, artikel 7, eerste lid, 2°;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 19 mei 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 mei 2020;

Gelet op de "gendertest" van 25 maart 2020, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op advies nr. 67.462/4 van de Raad van State, uitgebracht op 28 mei 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzaak om, met het oog op de geleidelijke opheffing van de inperkingsmaatregelen die de Nationale Veiligheidsraad op 24 april 2020 heeft aangekondigd en op 13 mei 2020 heeft bevestigd, de regeling te verduidelijken die vanaf het begin van fase 2 van de geleidelijke opheffing van de inperkingsmaatregelen zal gelden voor ouders en kinderopvangmilieus, teneinde rekening te houden met de toestand van kinderen waarvan de ouders als gevolg van de COVID19-crisis met financiële, gezondheids- of organisatorische problemen te kampen hebben waardoor zij hun afwezigheid niet kunnen rechtvaardigen of het bedrag van de verschuldigde financiële bijdrage niet kunnen verlagen;

Gelet op het voorstel dat de Raad van Bestuur van ONE tijdens zijn vergadering van 14 mei 2020 heeft aangenomen;

Op de voordracht van de Minister voor Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In Titel IV, Hoofdstuk III, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, wordt een artikel 129/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 129/2. In de periode van 18 mei tot en met 31 augustus 2020 passen de inrichtende machten van elk kinderopvangmilieu, als gevolg van de uitzonderlijke omstandigheden die voortvloeien uit de COVID19-gezondheids crisis, het bedrag van de door de ouders verschuldigde financiële bijdrage aan onder de voorwaarden van artikel 129/3, indien van toepassing, in afwijking van de geldende contractuele bepalingen. ».

Art. 2. In Titel IV, Hoofdstuk III, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, wordt een artikel 129/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 129/3. § 1. De aanpassing van de in artikel 129/2 bedoelde financiële bijdrage van de ouders vindt plaats op verzoek van de ouders, op basis van een enig door ONE opgesteld formulier, wanneer zij zich beroepen op een van de volgende rechtvaardigingsgronden in verband met de gevolgen van de COVID19-crisis:

1° financiële rechtvaardiging : een vermindering van het inkomen van de ouders met ten minste 10 % ten opzichte van de toestand die bestond toen het bedrag van de financiële bijdrage van de ouders werd vastgesteld of voor het laatst werd herzien overeenkomstig de contractuele bepalingen tussen de ouders en de inrichtende macht;

2° rechtvaardiging ten gevolge van een gezondheidstoestand: afwezigheid van een kind als gevolg van een door een arts geattesteerde COVID19-besmetting, een beslissing tot quarantaine of een toestand die blijkt uit een medisch attest van een persoon die een risico vormt voor het kind of een van de personen die met het kind samenleven in het kader van de COVID19-pandemie;

3° organisatorische rechtvaardiging; afwezigheid van een kind wegens objectieve praktische moeilijkheden die de ouders niet in staat stellen het kind naar de opvang te brengen of toe te laten, maar met duidelijk onevenredige organisatorische regelingen. Het komt de inrichtende macht toe om het duidelijk onevenredige karakter van de organisatorische regelingen te beoordelen op basis van een ONE-omzendbrief.

§ 2. De duur van de aanpassing van de in artikel 129/2 bedoelde financiële bijdrage van de ouders hangt van de duur af van de toestand waarop de in artikel 129/3 bedoelde rechtvaardiging is gebaseerd. De ouders moeten de inrichtende macht in kennis stellen van het einde van de rechtvaardiging op basis van een door ONE opgesteld formulier.

De financiële bijdrage van de ouders wordt herzien vanaf de eerste factuur die volgt op het einde van de rechtvaardigingsgrond.

§ 3. Indien de financiële bijdrage van de ouders of de opvangkosten reeds zijn betaald voordat het bedrag is aangepast, beschikt de inrichtende macht over een termijn van één maand vanaf de indiening van het formulier om de ouders te vergoeden, voor geheel of deel van de periode waarop het verzoek om aanpassing betrekking heeft.

§ 4. Ouders kunnen de beslissing van de inrichtende macht binnen 30 dagen na kennisgeving van de beslissing aan ONE aanvechten. ».

Art. 3. In Titel IV, Hoofdstuk III, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, wordt een artikel 129/4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 129/4. § 1. Wanneer de financiële bijdrage van de ouders met toepassing van de artikelen 129/2 en 129/3 wordt verlaagd, betaalt ONE maandelijks aan de inrichtende machten die erom verzoeken, een bijdrage die overeenkomt met een financiële referentiebijdrage van de ouders van maximaal 16 euro per dag en per kind.

Het bedrag van de bijdrage wordt gemaximeerd op het bedrag dat contractueel is voorzien vóór de aanpassing en wordt vastgesteld naar rata van de tijd die wordt besteed aan de opvang zoals die geldt op 17 mei of wanneer het eerste opvangcontract wordt opgesteld voor een kind dat na die datum in opvang wordt genomen.

De tegemoetkoming is gelijk aan het geplafonneerde bedrag voor gevallen van gezondheids- of organisatorische rechtvaardiging en berekend op basis van het verminderde inkomen van de ouders voor gevallen van financiële rechtvaardiging.

De inrichtende macht die de tegemoetkoming aanvraagt, houdt deze in op het bedrag dat van de ouders wordt gevorderd en gaat zo nodig over tot terugbetaling ten belope van het bedrag dat als bijdrage al is ontvangen.

§ 2. De aanvraag om tegemoetkoming wordt bij ONE ingediend via een online formulier dat door ONE is opgesteld.

§ 3. De inrichtende macht die om tegemoetkoming verzoekt, dient te antwoorden op de verzoeken om informatie van ONE en alle relevante bewijsstukken te verstrekken om de aanwending van de tegemoetkoming en de aan ONE toegekende voorschotten te kunnen controleren. ».

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 18 mei 2020.

Art. 5. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juni 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/41615]

4 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant les statuts de l'ASBL Pôle Académique Louvain

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment l'article 58 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} octobre 2014 approuvant les statuts des ASBL « Le Pôle Hainuyer », « Pôle Académique Louvain », « Pôle Académique de Namur ASBL », « Pôle académique Liège-Luxembourg, ASBL » et « Pôle académique de Bruxelles » ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française approuve la modification des statuts du Pôle Académique Louvain ASBL figurant en annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. La Ministre de l'Enseignement supérieur est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juin 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY